

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT

CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS

AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

**J**

Communiqué de presse n° 4 (F)

19–20 septembre 2006

Discours prononcé par M. **LEE HSIEN LOONG**,  
Premier ministre de **SINGAPOUR**, à l'Assemblée annuelle  
des Conseils des gouverneurs du Fonds monétaire international  
et du Groupe de la Banque mondiale



**Discours prononcé par M. LEE HSIEN LOONG,  
Premier ministre de Singapour, à l'Assemblée annuelle  
des Conseils des gouverneurs du Fonds monétaire international  
et du Groupe de la Banque mondiale**

Monsieur le Président,

Monsieur le Directeur général du FMI,

Monsieur le Président de la Banque mondiale,

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

Mesdames et Messieurs,

Introduction

1. Permettez-moi de vous souhaiter la bienvenue à Singapour. C'est pour nous un honneur d'accueillir cette année l'Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale. Nous espérons que les discussions que nous aurons ici-même à Singapour marqueront une nouvelle étape dans les efforts que nous déployons, ensemble, pour promouvoir une croissance durable dans le monde et sortir nos populations de la pauvreté.

L'Asie nouvelle et la mondialisation

2. Le monde évolue plus vite que jamais et la mondialisation est le moteur de ce changement. La circulation des biens et des services, du capital et du travail, des technologies et des idées rend nos économies toujours plus interdépendantes. Cette intégration à l'échelle mondiale rend aussi nos économies plus productives et nos entreprises plus compétitives. Les consommateurs, quant à eux, bénéficient d'un plus large éventail de choix et voient leur niveau de vie s'élever.

3. L'expérience asiatique montre combien il est bénéfique de se connecter au réseau mondial. En effet, la métamorphose de l'Asie repose avant tout sur la mondialisation, c'est-à-dire sur l'ouverture des marchés et l'ouverture vers l'extérieur. Davantage d'hommes et de femmes se sont affranchis de la pauvreté en Asie ces vingt dernières années que dans n'importe quelle autre région du monde et à toute autre période de l'Histoire. Il est significatif qu'aucun pays asiatique n'ait tourné le dos à la mondialisation après la crise financière qui a frappé de plein fouet notre région en 1997. Au contraire,

après avoir stabilisé leur économie, les pays asiatiques ont continué de jouer le jeu de la concurrence, d'attirer les investissements étrangers et de promouvoir les exportations.

4. Les gouvernements asiatiques restent convaincus que l'ouverture au monde, en dépit des risques qui l'accompagnent, est le meilleur garant du progrès économique et de l'amélioration du sort des populations. Ils ont cherché à donner à leurs économies les moyens nécessaires pour relever les défis et saisir les chances qui s'offrent à elles sur les marchés mondiaux. Ils ont mis en œuvre des politiques macroéconomiques avisées, renforcé leur système financier et poussé leurs entreprises à améliorer leur gouvernance. Certaines de ces initiatives ne sont pas encore achevées, c'est vrai. Mais les efforts engagés n'ont pas échappé à l'attention des investisseurs, la confiance est revenue et les réformes donnent d'ores et déjà des résultats.

5. Par ailleurs, la montée en puissance de la Chine et de l'Inde a dynamisé la région tout entière. De nouveaux courants d'échanges et d'investissement se sont créés, tissant des liens non seulement entre, d'une part, la Chine et l'Inde et, d'autre part, les autres pays asiatiques, mais aussi entre tous les pays de la région. Simultanément, l'Asie intensifie ses relations avec le reste du monde. Son avenir dépend de son appartenance à l'économie mondiale et non pas à un bloc régional fermé. Quant au reste du monde, il se doit de chercher des débouchés en Asie de la même façon que l'Asie en cherche dans le monde.

6. L'Asie resserre ses liens avec ses partenaires traditionnels, tels que les États-Unis et l'Europe. Les pays développés doivent eux-aussi s'impliquer davantage dans la croissance et la prospérité de notre région et encourager l'Asie à jouer un rôle constructif et responsable dans les affaires du monde. L'Asie a aussi les moyens d'encourager beaucoup plus les investissements et les échanges commerciaux avec de nouveaux partenaires situés dans des régions émergentes telles que l'Afrique, l'Amérique latine, la Russie ou l'Europe de l'Est. La solidité des liens qui s'établiront ainsi entre l'Asie et l'extérieur diminuera les risques de rivalité et de conflits régionaux que pourrait entraîner la renaissance asiatique.

#### Comment tirer parti de la mondialisation

7. De même qu'elle a profité à l'Asie, la mondialisation peut bénéficier aux autres régions en développement. Ce ne sera pas toujours facile. La situation de départ joue un rôle important. L'histoire et la géographie s'allient parfois pour compliquer la donne dans certaines régions. C'est le cas par exemple pour l'Afrique subsaharienne, où se trouve près du tiers du milliard d'êtres humains vivant en situation d'extrême pauvreté. La malaria et la pandémie du VIH/SIDA, conjuguées au manque d'eau potable et de terres arables ainsi qu'aux lacunes des institutions et des services de base, ont rendu le décollage économique difficile.

8. Et pourtant, l'Afrique change. On y dénombre de plus en plus de gouvernements élus et de moins en moins de guerres civiles. Les autorités s'engagent davantage à fournir des services de santé et

d'éducation de base aux pauvres. Des entreprises se créent et se développent progressivement, en particulier dans le secteur bancaire, le commerce de détail et les télécommunications mobiles. La situation est même devenue très prometteuse dans certains pays de la région, comme la Tanzanie et le Ghana. Ces derniers, il est vrai, ont libéralisé leurs échanges commerciaux, stimulé l'investissement et développé le secteur privé. Leur croissance et leurs progrès durables montrent ce que peut accomplir un pays qui dérègle ses marchés et encourage la libre entreprise.

9. La mondialisation n'est certes pas sans risques. Les chocs et les perturbations se propagent à travers les frontières à une vitesse et avec une virulence accrues, au point de déstabiliser parfois les économies. Les écarts de salaires entre travailleurs qualifiés et non qualifiés se sont creusés aussi bien dans les pays en développement que dans les pays industrialisés. Les conséquences négatives de la mondialisation — fermetures d'entreprises, pertes d'emplois, sentiment d'insécurité — se font généralement sentir avec acuité et de façon immédiate. À l'inverse, les conséquences positives de la mondialisation — gains de productivité, choix élargi et prix plus bas pour le consommateur, hausse des niveaux de vie — se font généralement sentir de façon indirecte et diffuse. Il n'est pas surprenant, dans ces conditions, que les thèses protectionnistes gagnent du terrain dans de nombreux pays.

10. Comment pouvons-nous mettre la mondialisation au service de tous ? Comment pouvons-nous en atténuer les risques et saisir les chances qu'elle nous offre ? Il faut d'abord instaurer un environnement mondial stable et ouvert, qui ouvre à tous les pays des perspectives de croissance et de développement. Il faut ensuite une bonne gouvernance, afin que ces pays puissent tirer parti de la mondialisation et en répartir les fruits entre les différents segments de la population. Ce n'est que lorsque ces conditions sont remplies que les pays adoptent des politiques qui encouragent la mondialisation et qu'ils entrent dans un cercle vertueux où chacun d'eux est partie intégrante d'un système ouvert qui assure la prospérité de tous.

#### Un environnement mondial stable et ouvert

11. La stabilité financière internationale est une dimension essentielle de tout environnement mondial stable et ouvert. Le creusement de déséquilibres macroéconomiques entre les grandes économies peut être une source d'instabilité, et la correction qui doit inévitablement s'opérer sera d'autant plus forte et pénible qu'elle aura été différée.

12. Il n'existe pas de solution toute faite. Les déséquilibres traduisent essentiellement des différences des comportements d'épargne et de consommation dans les principales économies. Le réalignement des taux de change est certes nécessaire, mais les taux de change n'auront pas, par eux-mêmes, un impact suffisant sur ces déséquilibres. Des mesures plus fondamentales s'imposent : il faut modifier les politiques macroéconomiques et engager des réformes structurelles pour infléchir la demande intérieure. Ces changements doivent être coordonnés et s'étaler dans le temps, de manière à réduire au minimum le risque d'un ralentissement brutal de la croissance mondiale. Il faut discuter de ce

problème afin de s'entendre sur la façon de procéder, et le dialogue ne doit pas se limiter aux pays du G7 mais inclure aussi les acteurs clés d'Asie et d'Europe et les pays exportateurs de pétrole.

13. Le commerce international est un autre secteur dans lequel nous devons agir en priorité. Le commerce stimule la concurrence, la spécialisation et l'innovation. C'est un instrument crucial pour concrétiser et partager les bienfaits de la mondialisation. Il a profité à tous les pays, mais à des degrés divers. L'impasse du cycle de négociations de Doha a donc un coût élevé qui ne se limite pas à l'économie. Nos pays seront d'autant moins prospères et plus vulnérables que nous restreindrons les échanges et l'investissement. Si les pays développés optent pour le protectionnisme, les économies émergentes, que l'on exhorte à l'heure actuelle à se plier aux disciplines multilatérales, en tireront très vite la leçon. Une montée du protectionnisme ne ferait que des perdants. C'est arrivé dans le passé, cela peut se produire à nouveau.

14. Le Cycle de négociations de Doha est une occasion historique de poursuivre la libéralisation des échanges et, ce faisant, de favoriser le développement et de relever les niveaux de vie dans le monde entier. Il ne sera cependant pas facile de parvenir à un accord, car les problèmes commerciaux sont complexes et des échéances politiques se profilent dans plusieurs grands pays. Il me paraît encourageant que, après la réunion de dimanche du Conseil des gouverneurs du FMI avec le Directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, les ministres des finances aient demandé une reprise rapide des discussions afin que le cycle de négociations de Doha débouche sur un accord ambitieux avant la fin de l'année. Il est essentiel que tous les pays soient aussi enthousiastes à l'idée de concrétiser cet objectif.

15. Pour préserver la stabilité financière mondiale et développer le commerce international, nous avons besoin d'institutions multilatérales efficaces telles que l'OMC, le FMI et la Banque mondiale. Les mécanismes d'assistance et de surveillance à l'échelle régionale sont utiles, mais ne peuvent remplacer le FMI et la Banque mondiale. Ces deux institutions sont des arbitres et médiateurs qui veillent à l'application impartiale et équitable des règles du jeu. Seules les institutions de Bretton Woods sont en mesure d'aborder les problèmes sous un angle universel et d'appuyer la coordination des mesures correctives dans les grandes économies.

16. Pour jouer plus efficacement leur rôle et consolider leur légitimité et leur crédibilité, le FMI et la Banque mondiale doivent assurer aux pays une représentation plus équilibrée, qui rendra mieux compte de la réalité actuelle, où l'Asie compte quatre des dix plus grandes économies au monde, que la situation géopolitique au lendemain de la seconde guerre mondiale. Le FMI et la Banque mondiale pourront alors faire appel à des points de vue et des expériences plus riches et variés sur les problèmes macroéconomiques et de développement — ce qui a fonctionné et ce qui n'a pas fonctionné, les risques et les inconvénients auxquels se heurtent couramment les réformes, et la façon dont les politiques standard ont été adaptées avec efficacité aux contextes locaux.

17. Le FMI a engagé la réforme de sa gouvernance sur une note favorable. Nous avons mené à bien la première étape, la réforme des quotes-parts, en augmentant le nombre de voix de la Chine, de la Corée du Sud, du Mexique et de la Turquie. Il nous faut maintenant entamer rapidement la seconde phase et réviser les formules de calcul des quotes-parts, accroître le nombre de voix des pays dont la place dans l'économie mondiale n'est pas suffisamment reconnue, et procéder ensuite à d'autres réformes de la gouvernance du FMI.

### La bonne gouvernance est indispensable

18. En définitive, le caractère bénéfique ou pas de la mondialisation pour un pays dépend de la façon dont celui-ci s'y est préparé. Le paradoxe de la mondialisation est qu'elle limite le rôle des gouvernements tout en donnant à la bonne gouvernance un rôle plus crucial que jamais. La bonne gouvernance ne consiste pas seulement à ouvrir l'économie et à se libérer de l'emprise de l'administration. Elle consiste aussi à créer les conditions nécessaires à un développement durable et à appliquer énergiquement des politiques destinées à améliorer la vie de tous les segments de la population.

19. Premièrement, les gouvernements doivent veiller au respect de normes élevées d'intégrité, autrement dit, pour l'essentiel, la primauté du droit, des institutions efficaces, une administration non corrompue et des règlements bien conçus, qui peuvent garantir un environnement économique équitable et concurrentiel, alors que la corruption prive les pauvres des bienfaits de la croissance, fausse les incitations et perpétue la pauvreté.

20. Deuxièmement, les gouvernements doivent développer les compétences de demain. Il leur faut pour cela investir dans une éducation de qualité et dans la formation professionnelle, en prêtant une attention particulière aux segments les plus vulnérables de la population. Nous devons éduquer et former les femmes des zones rurales de manière à ce qu'elles puissent élever des enfants désireux d'apprendre et de progresser; nous devons éduquer les jeunes, surtout ceux issus des familles démunies, pour qu'ils puissent réussir dans un monde en pleine mutation, et nous devons assurer aux travailleurs déplacés une nouvelle formation et la revalorisation de leurs qualifications professionnelles pour qu'ils puissent trouver un emploi et mener à nouveau une vie productive.

21. Troisièmement, les gouvernements doivent gérer avec doigté le processus d'évolution. Celui-ci progresse rapidement, et il n'y a pas de temps à perdre. Les gouvernements doivent néanmoins programmer et exécuter les réformes économiques comme il convient. Il leur faut bâtir un consensus parmi les principaux intervenants, peser et gérer les risques associés aux réformes, et corriger le cap en fonction des événements. Par exemple, la crise financière asiatique a montré que les pays doivent renforcer leur surveillance financière et leurs normes prudentielles avant de libéraliser complètement leurs comptes de capital de manière à récolter les fruits d'une meilleure allocation des ressources et à réduire l'instabilité due aux comportements moutonniers des marchés financiers.

22. Quatrièmement, les gouvernements doivent rallier les populations à la mondialisation. Ce n'est pas chose facile compte tenu de la résistance naturelle au changement, à l'instabilité et à l'incertitude. C'est peut-être plus facile pour de petits pays comme Singapour, parce qu'il est évident que nous n'avons pas le choix. Les grands pays ont davantage de ressources, mais la force d'inertie y est aussi plus grande, qui freine le changement. Chaque pays est dans une situation différente, et chacun devra trouver son propre point d'équilibre. Les gouvernements doivent adapter leurs stratégies au rythme de la mondialisation et donner à tous les segments de la société davantage de possibilités d'en tirer profit. Alors seulement pourront-ils avoir une opinion éclairée, à long terme, de leurs intérêts nationaux et résister aux sentiments populistes et aux pressions protectionnistes.

23. Cinquièmement, les gouvernements doivent venir en aide à ceux que la mondialisation fragilise. Les bienfaits de la mondialisation seront rarement répartis de manière équitable à l'intérieur d'un pays, et certains groupes resteront à la traîne. Les gouvernements doivent trouver les moyens d'apporter une assistance à ces groupes et de les aider à progresser au même rythme que le reste de la société.

24. Dans l'ensemble, la mondialisation offre le plus grand espoir d'améliorer le sort des habitants de la planète. Elle a généré de la croissance et des richesses, et favorisé le commerce et l'interdépendance. Elle n'est pas dépourvue d'inconvénients, mais, convenablement gérée, elle est une force puissante à l'appui du bien social. Elle doit faire partie de la solution, pas forcément du problème. Avec une bonne gouvernance et des institutions multilatérales efficaces, tous les pays peuvent maîtriser les risques et tirer parti de l'ouverture des marchés et de la concurrence.

### Conclusion

25. John Maynard Keynes a déclaré à la première Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale, en 1946, qu'il espérait que les sœurs jumelles de Bretton Woods recevraient trois cadeaux de leur marraine, la fée :

- a) premièrement, un manteau multicolore pour «toujours se rappeler qu'elles appartiennent au monde entier» ;



- b) deuxièmement, une boîte de vitamines pour stimuler «l'énergie et un esprit courageux qui ne classe ni n'esquive les questions difficiles, mais s'en réjouit et est déterminé à les résoudre» ;
- c) troisièmement, «un esprit de sagesse... pour que leur façon d'aborder chaque problème soit absolument objective».

26. Au cours des prochains jours, j'espère que nous allons montrer au monde la splendeur du manteau multicolore et franchir une étape décisive en établissant une représentation plus équitable au sein des deux institutions. J'espère que nous mobiliserons toute l'énergie nécessaire pour améliorer la vie des populations sur l'ensemble de la planète. Et j'espère que nos délibérations nous permettront d'acquérir assez de sagesse et de discernement pour aborder nos problèmes communs et nous efforcer d'y trouver ensemble une solution en formant une communauté mondiale unie.

27. Je vous remercie.